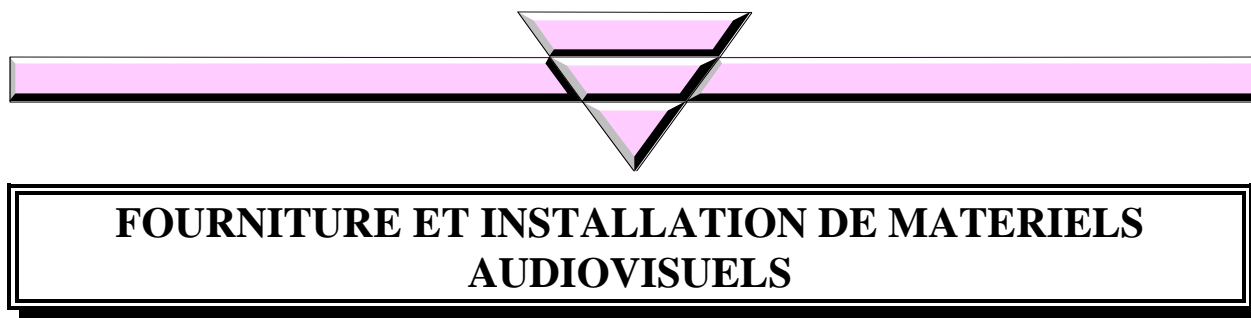


# **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**UNIVERSITE DE POITIERS**  
**Service de la commande publique**  
**15 rue de l'Hôtel Dieu**  
**86073 POITIERS CEDEX 9**  
**Tél: 05 49 45 41 14**



**UNIVERSITE DE POITIERS**

## **Cahier des Clauses Particulières**

**N° du CCP : 2025F006**

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### SOMMAIRE

<b><u>ARTICLE PREMIER : OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES</u></b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.2 – FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
1.4 – LIEUX D'EXECUTION	5
1.5 – MONTANT DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	5
<b><u>ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE</u></b>	<b>5</b>
<b><u>ARTICLE 4 : CONSIDERATIONS TECHNIQUES, GARANTIE ET MAINTENANCE.</u></b>	<b>6</b>
4.1 – CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	6
4.2 – GARANTIE	6
4.3 – DOCUMENTATION	7
4.4 – PRISE EN MAIN DU MATERIEL	7
4.5 – CLAUSE D'EVOLUTION TECHNOLOGIQUE	7
<b><u>ARTICLE 5 : MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS</u></b>	<b>7</b>
5.1 – MISE EN CONCURRENCE	7
5.2 – REPOSE DES TITULAIRES	8
5.3 – ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
<b><u>ARTICLE 6 : CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS</u></b>	<b>10</b>
6.1 – SUIVI DE L'ACCORD CADRE	10
6.2 – DELAIS DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION	10
6.3 – LIEU DE LIVRAISON	10
6.4 – CONDITIONNEMENT	10
<b><u>ARTICLE 7 : VERIFICATION ET ADMISSION</u></b>	<b>11</b>
<b><u>ARTICLE 8 : AVANCE APPLICABLE AUX MARCHES SUBSEQUENTS</u></b>	<b>11</b>
8.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	11
8.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	12
<b><u>ARTICLE 9 : PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS</u></b>	<b>12</b>
9.1 – CONTENU DES PRIX	12
9.2 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	12
9.3 – MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	12
<b><u>ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DES MARCHES SUBSEQUENTS</u></b>	<b>13</b>
10.1 - ACOMPTE ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	13
10.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	13
10.3 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	14

<b><u>ARTICLE 11 : DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES APPLICABLES AUX MARCHES SUBSEQUENTS</u></b>	<b><u>14</u></b>
11.1 – DELAIS D'EXECUTION	14
11.2 - PENALITES DE RETARD	14
11.3 - PENALITES D'INDISPONIBILITE POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	15
<b><u>ARTICLE 12 : DROIT D'USAGE DES LOGICIELS</u></b>	<b><u>15</u></b>
<b><u>ARTICLE 13 : PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE</u></b>	<b><u>15</u></b>
<b><u>ARTICLE 14 : ASSURANCES</u></b>	<b><u>15</u></b>
<b><u>ARTICLE 15 : CESSION DE CREANCE</u></b>	<b><u>15</u></b>
<b><u>ARTICLE 16 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS - EXCLUSION DU TITULAIRE</u></b>	<b><u>16</u></b>
16.1 RESILIATION SANS FAUTE (ACCORD CADRE)	16
16.2 RESILIATION POUR FAUTE (ACCORD CADRE ET MARCHES SUBSEQUENTS)	16
<b><u>ARTICLE 17 : DROIT ET LANGUE</u></b>	<b><u>16</u></b>
<b><u>ARTICLE 18 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</u></b>	<b><u>16</u></b>
<b><u>ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.</u></b>	<b><u>16</u></b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Article premier : Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

#### 1.1 - Objet de l'accord-cadre

La procédure de consultation utilisée est celle l'appel d'offre ouvert passé en application des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du Code de la commande publique.

Il suit les dispositions des articles R 2162-2 à R 2162- 6 du Code de la commande publique.

Le présent accord cadre a pour objet l'acquisition, la livraison, l'installation et la mise en service **des matériels audiovisuels professionnels** décrits en annexe 1 de l'acte d'engagement, pour l'ensemble des services et composantes de l'Université de Poitiers.

Le descriptif technique et les caractéristiques minimales des matériels attendus dans le cadre de la mise en concurrence pour la désignation du titulaire de l'accord cadre figurent dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

La prestation d'installation comprendra la mise en place du matériel, son raccordement, les réglages et essais ainsi que le déplacement et main d'œuvre.

L'Université de Poitiers entend inclure dans ce marché les prestations de conseil portant sur la meilleure solution technique réalisable dans des locaux aux configurations parfois complexes.

Le candidat chiffrera dans son offre les frais qu'il entend facturer lors de l'intervention au titre du conseil avant commande.

Le présent accord cadre prévoit également la possibilité de conclure des marchés spécifiques portant sur des extensions de garantie ou de maintenance curative et préventive au-delà de la durée initiale de garantie, ou sur du matériel existant en fin de garantie.

#### 1.2 – Fonctionnement de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet d'établir les termes régissant les marchés conclus sur son fondement dits « marchés subséquents » à passer au cours d'une période donnée, notamment en ce qui concerne les prix et le cas échéant les quantités envisagées.

Le présent accord-cadre est multi attributaire.

Il sera attribué à **trois (3) opérateurs maximum** ayant présenté l'offre économique la plus avantageuse, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats.

Le titulaire de l'accord-cadre ne détient pas l'exclusivité des besoins du pouvoir adjudicateur au regard des produits et prestations constituant l'objet du présent accord-cadre.

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, à chaque survenance d'un besoin spécifique, un marché subséquent sera attribué après remise en concurrence de tous les titulaires.

Les marchés subséquents prendront la forme :

##### **1. Un marché subséquent type comprenant :**

L'approvisionnement en matériels, petits équipements tout au long de la durée du marché subséquent annuel, les commandes sont établies sur la base du bordereau de prix unitaire du marché (annexe 1 à l'acte d'engagement). Ce marché subséquent type pourra être actualisé en fonction de l'évolution des techniques, sur proposition de l'une des parties et après validation de l'Université de Poitiers.

Le premier des marchés subséquents type sera attribué sur la base des résultats de l'accord-cadre.

Le cadre des fournitures listées dans l'annexe 1 de l'accord cadre servira donc de BPU pour le 1<sup>er</sup> marché subséquent type

## 2. De marchés subséquents spécifiques :

Ces marchés correspondent au cas où les configurations du marché type ne peuvent répondre au besoin spécifique exprimé.

Pour la première année (2025 / 2026) l'annexe 2 à l'acte d'engagement et l'annexe 1 à l'acte d'engagement « bordereau de prix » du candidat classé en première position serviront à la fois pour la désignation du titulaire de l'accord cadre et de base pour le 1<sup>er</sup> marché subséquent type.

- **Le marché subséquent type** sur la base du « bordereau de prix annexe 1 à l'acte d'engagement subséquent type : donnera lieu à l'émission de bons de commandes pendant toute l'année de référence (1 an à compter du 7 août 2025) ce sans montant minimum ni maximum de commande.  
Il s'en suivra du même procédé pour les reconductions éventuelles de l'accord cadre.
- **Des marchés subséquents spécifiques** au moment de la survenance du besoin dans les cas où les configurations du marché subséquent type ne répondraient pas au besoin attendu.
- **Des marchés subséquents non spécifiques** pour les besoins qui n'entrent pas dans les cas de projets d'installation de salles et qui se réfèrent à des fournitures ne figurant pas au Bordereau de prix.

### 1.3 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 7 août 2025 ou sa date de notification si elle est postérieure à cette date.

L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La reconduction est tacite. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe le(s) titulaire(s) par courrier au moins deux (2) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la décision de non-reconduction.

### 1.4 – Lieux d'exécution

L'accord cadre concerne tous les services et toutes les composantes de l'Université de Poitiers, sur l'ensemble des sites de Poitiers, Châtellerault, Futuroscope Chasseneuil, Niort, Angoulême (voir liste des composantes de l'Université de Poitiers).

### 1.5 – Montant de l'accord cadre et des marchés subséquents

L'accord-cadre est conclu pour un montant maximum de **2 000 000€ HT** sur la durée totale.

A titre indicatif, le montant annuel des achats de matériels audiovisuels au titre des années :

2022 : 359 000 € TTC

2023 : 343 000 € TTC

2024 : 345 000 € TTC

## **Article 2 : Pièces contractuelles de l'accord-cadre**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) de l'accord cadre 2025F006 et ses annexes 1 « BPU » et 2 « qualité de service »
- L'acte d'engagement du 1<sup>er</sup> marché subséquent type 2025S002
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- Les marchés subséquents et leurs annexes
- Les bons de commandes
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le descriptif de l'offre du titulaire de l'accord cadre

En cas de contradiction ou de différence entre ces divers documents, ceux-ci prévalent les uns sur les autres selon l'ordre d'importance susmentionné.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## **Article 4 : considérations techniques, garantie et maintenance.**

### 4.1 – Caractéristiques techniques

La société attestera que les matériels proposés répondent en tout point aux normes techniques homologuées, françaises ou européennes, en vigueur à la date de la livraison.

Les matériels devront répondre en tous points au bordereau de prix unitaire (annexe 1 à l'acte d'engagement) fixant les configurations minimales attendues.

### 4.2 – Garantie

Les heures d'ouverture du service après-vente du titulaire sont précisées à l'annexe 2 à l'acte d'engagement « qualité de service ».

#### 4.2.1 Garantie contractuelle

La garantie couvre également les opérations traditionnellement constitutives de maintenance curative.

La garantie ne joue pas dans le cas de dommage causé par le bénéficiaire, ni en cas de détérioration résultant d'une utilisation anormale ou dans le cas d'une réparation effectuée par une personne étrangère au réseau du titulaire

#### 4.2.2 Pendant le période de garantie des matériels

Le titulaire s'engage à faire intervenir son agent dans un délai maximal de :

- 24 Heures, comptées à partir de la réception de la demande de dépannage pendant les heures d'ouverture du service après vente du titulaire.

Parallèlement, en tant que de besoin et si la prestation est techniquement réalisable, le titulaire s'engage à mettre à disposition gratuitement un matériel de dépannage en prêt. Le titulaire précise, le cas échéant, les raisons s'opposant à la mise à disposition.

Les réparations sont assurées par le titulaire, soit sur les lieux d'utilisation des matériels dont le fonctionnement défectueux a été signalé par l'utilisateur, soit dans les locaux qu'il désigne.

Ces prestations comprennent la fourniture et le remplacement des pièces de toute nature mises hors d'usage par un emploi normal des matériels ou présentant un défaut de matière ou de fabrication.

Dans le cas d'un prêt de matériel en dépannage, ce dernier est restitué au titulaire lors de la restitution du matériel réparé.

Les frais de pièces et main d'œuvre, de déplacement, de séjour, de port et généralement tous autres frais entraînés par la mise en œuvre de la garantie sont à la charge du titulaire.

#### 4.3 – Documentation

La prestation comprend la fourniture, sans supplément de prix, de toute documentation technique ou notice sous forme papier et/ou informatique, en langue française et d'entretien élémentaire. Cette documentation, livrée avec le matériel en un exemplaire par appareil, doit permettre la mise en marche et l'emploi courant du matériel par le personnel de l'Université de Poitiers.

#### 4.4 – Prise en main du matériel

Le titulaire s'engage à assurer une formation permettant aux utilisateurs d'assurer la maintenance préventive de premier niveau ainsi qu'une formation sur le mode de fonctionnement d'équipements parfois complexe.

#### 4.5 – clause d'évolution technologique

A l'occasion de chaque consultation, en raison du caractère évolutif des matériels audiovisuels, les titulaires pourront, lors de la remise de leur offre ou devis, modifier les caractéristiques du matériel proposé dans l'accord-cadre aux conditions suivantes :

- le prix du nouveau matériel ne pourra être supérieur de plus de 5% au prix du produit auquel il se substitue.

- le nouveau matériel proposé doit être de la même gamme que le matériel qu'il remplace

- les performances de l'appareil doivent au moins être équivalentes à celui qu'il remplace

Le titulaire devra joindre la fiche technique détaillée du nouveau matériel à son devis.

Il intégrera le nouveau matériel dans le bordereau de prix unitaire annexe 1 à l'acte d'engagement et le transmettra par écrit au service de la commande publique de l'Université de Poitiers.

Les nouveaux matériels sont introduits dans le marché, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, si l'Université n'a pas fait d'observation dans le délai d'un mois à compter de la réception du courrier correspondant des titulaires.

### **Article 5 : Modalités de passation des marchés subséquents**

#### 5.1 – Mise en concurrence

##### 5.1.1 Concernant le marché subséquent « type »

La remise en compétition se fait annuellement avant la date anniversaire du premier marché subséquent « type ».

Une lettre de consultation sera envoyée aux titulaires de l'accord cadre avec un formulaire de mise en concurrence, ainsi qu'un bordereau de prix.

A l'issue de la procédure de sélection du fournisseur, chaque composante et service de l'Université de Poitiers pourra établir des bons de commande au sur la base des tarifs et configurations de base proposées par le fournisseur retenu, et ce, pendant toute la durée du marché subséquent « type » soit un an.

#### 5.1.2 Concernant les marchés subséquents « spécifiques »

Ces marchés subséquents concernent les projets, entre autres d'installations de salles, nécessitant une intervention sur site du prestataire.

La remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre s'exécute au fur et à mesure des besoins, un formulaire de mise en concurrence indiquant la quantité et le type de matériels souhaités sera transmis par l'Université sous forme de télécopie ou de courriel à l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre.

Le formulaire de mise en concurrence devra comporter impérativement :

- le numéro de l'accord-cadre (2025F006)
- la date d'envoi de la demande
- le nom et les coordonnées du titulaire de l'accord-cadre
- le nom et les coordonnées du service et de la personne demandant un devis
- le numéro de télécopie et ou l'adresse électronique du service émetteur
- la description et la quantité du matériel souhaité
- le délai de réponse accordé aux titulaires pour remettre leur offre

Sauf urgence impérieuse, les titulaires disposent d'un délai suffisant défini pour chaque consultation.

#### 5.1.3 Concernant les marchés subséquents « non spécifiques »

Ces marchés subséquents concernent les besoins qui n'entrent pas dans les cas de projets d'installation de salles et qui se réfèrent à des fournitures ne figurant pas au Bordereau de prix.

Dans ce cas, une demande de devis est adressée au titulaire du marché subséquent type.

### 5.2 – Réponse des titulaires

#### 5.2.1 Concernant le marché subséquent « type »

Chaque titulaire transmet le formulaire dûment complété et signé valant acte d'engagement au titre du marché subséquent ainsi que le bordereau de prix.

#### 5.2.2 Concernant les marchés subséquents « spécifiques »

Chaque titulaire transmet le formulaire dûment complété et signé valant acte d'engagement au titre du marché subséquent.

Celui-ci renseigne notamment :

- le matériel proposé
- délai de livraison et/ou de d'installation
- coût de la livraison et/ ou de l'installation
- prix unitaire public Ht et quantités
- taux de remise et prix remis hors taxe
- montant de la TVA
- prix TTC
- les coordonnées de son entreprise

#### 5.2.3 Concernant les marchés subséquents « non spécifiques »



Le titulaire transmet un devis qui sera validé et signé par le pouvoir adjudicateur.

#### 5.2.4 Obligation de réponses des titulaires

En cas d'absence ou de retard dans la production de son devis, le titulaire est exclu de la consultation en cours.

Les titulaires s'engagent à répondre aux demandes d'offres présentées par le pouvoir adjudicateur.

Si un titulaire ne se trouve pas en mesure de répondre, il doit motiver son absence d'offre dans les délais prévus pour la consultation.

En cas d'absence répétée d'offres, l'accord-cadre pourra être résilié à l'égard du ou des titulaires fautifs dans les conditions prévues à l'article 16 du présent document.

#### 5.3 – Attribution des marchés subséquents

Lors de chaque remise en compétition annuelle, le pouvoir adjudicateur attribue le marché subséquent annuel « type » au titulaire présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères suivants :

Libellé	Pondération
Prix des prestations (BPU)	<b>30</b>
Valeur technique matériel (conformité à la demande des items inclus au BPU)	<b>30</b>
Délais de livraison	<b>10</b>
Critères environnementaux 1.proximité de l'entreprise - empreinte Carbone à la livraison (5pts) 2.propositions pour inscrire le projet dans une démarche de développement durable (5pts)	<b>10</b>
Service après-vente et garanties	<b>20</b>

Le pouvoir adjudicateur attribue le marché subséquent « spécifique » au titulaire présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, à titre indicatif, au regard des critères suivants :

libellé	Pondération
Prix des prestations	30
Valeur technique matériel (Adéquation au CCTP)	25
Réalisation de la prestations	20
1- délai de mise en oeuvre	10
2-vérification et garanti du bon fonctionnement de l'installation	10
Service après-vente et garanties	15

Critères environnementaux	10
1. proximité de l'entreprise - empreinte Carbone lors de livraison et d'installation (4pts)	
2. dispositions prises pour l'élimination ou le recyclage des " déchets" de chantier (3pts)	
3. propositions pour inscrire le projet dans une démarche de développement durable (3pts)	

En raison de la spécificité du marché subséquent et/ou de la complexité du projet, le pouvoir adjudicateur peut définir des critères de notation spécifiques. Dans ce cas, ils sont indiqués dans la lettre de consultation lors de la remise en concurrence.

La notification du marché subséquent sera réalisée par l'envoi au titulaire retenu d'une copie du formulaire valant acte d'engagement signé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

## Article 6 : Conditions particulières d'exécution des marchés subséquents

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

### 6.1 – Suivi de l'accord cadre

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité du marché, le titulaire s'engage à fournir les coordonnées précises (nom, adresse, télécopie et téléphone) d'un **correspondant dédié** pour répondre aux demandes de l'Université.

Il devra pouvoir être joignable facilement sur les horaires du temps de travail. Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché devra obligatoirement être notifié à la personne publique dans les plus brefs délais.

### 6.2 – Délais de livraison et d'installation

Le titulaire proposera dans son offre le délai de livraison maximum et le délai maximum d'installation sur lesquels il s'engage pour toute la durée de l'accord-cadre.

Le délai de livraison court à compter de la date de notification du marché subséquent au titulaire.

Le délai d'installation court à compter de la date de livraison effective de la fourniture.

Lors des consultations organisées entre les différents titulaires, celui-ci pourra s'engager sur un délai moindre

### 6.3 – Lieu de livraison

Les matériels et prestations faisant l'objet du présent marché sont à livrer et exécuter dans l'adresse figurant dans le bon de commande ou bien à l'adresse figurant dans le formulaire valant acte d'engagement pour les marchés subséquents « spécifiques ».

### 6.4 – Conditionnement

Les fournitures doivent être conditionnées en colis fermés.

Conformément à l'article 20.3. du CCAG-FCS, les risques afférents au transport et à la livraison des matériels sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination finale.

Les matériels devront être convenablement emballés de manière à ce qu'ils puissent supporter les risques inhérents au transport.

Les marchandises livrées doivent être accompagnées d'un bon de livraison et d'une facture propre.

- Chaque colis doit être accompagné d'un bon de livraison portant :

- La date
- L'identification du fournisseur
- Les références de l'accord-cadre
- Le lieu précis de la livraison

- Pour les colis groupés, le bon de livraison général devra indiquer :

- La date
- L'identification du fournisseur de la marchandise livrée
- Le nombre de colis réellement livré au moment de la remise du bon de livraison général.

## **Article 7 : Vérification et admission**

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG FCS, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par les services acheteurs de l'Université pour le compte du Pouvoir Adjudicateur.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS, à compter de la livraison (installation par les services de l'Université) ou à compter de la mise en ordre de marche (installation par le titulaire), les services acheteurs disposent d'un délai de 30 jours pour effectuer les opérations de vérification permettant de se prononcer pour l'admission.

Les matériels défectueux ou ne présentant pas les qualités requises attendues devront être enlevés sans délai, aux frais du titulaire. Ce dernier est tenu de procéder au remplacement dudit matériel, conformément au CCAG.FCS, article 30.2.1, **dans un délai maximum de quinze jours**, à compter de la contestation écrite de l'Université (courrier ou message électronique). Passé ce délai, l'Université se réserve la possibilité d'annuler la commande de l'article concerné sans aucune autre formalité et de s'adresser à un autre titulaire. L'éventuel surcoût généré par ce changement sera en totalité à la charge du bénéficiaire initial du marché subséquent, à titre de première pénalité

## **Article 8 : Avance applicable aux marchés subséquents**

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €.HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

**Nota :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché subséquent, avec les particularités détaillées à l'article 115 du Code des marchés publics.

## 8.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet.

# **Article 9 : Prix des marchés subséquents**

## 9.1 – Contenu des prix

Les prix sont exprimés en hors taxes (H.T.) et réputés comprendre tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport, au déchargement jusqu'au lieu d'installation, au branchement et à la mise en ordre de marche du matériel jusqu'à l'issue de la période de vérification de service régulier.

## 9.2 - Caractéristiques des prix pratiqués

Le prix est exprimé en euros.

Les marchés subséquents conclu sur la base du présent accord cadre seront traités à prix unitaires appliqués aux prestations réellement exécutées et dont le libellé est détaillé dans le bordereau de prix unitaire joint au présent accord-cadre.

Le titulaire précisera en outre le pourcentage de remise consenti par rapport au prix unitaire public hors taxe.

## 9.3 – Modalités de variations des prix

Les prix mentionnés dans le bordereau de prix joint à l'accord-cadre sont ajustables en fonction de l'évolution des tarifs publics HT du titulaire applicables à l'ensemble de sa clientèle, et exprimés en euros.

Le taux de remise indiqué sera appliqué sur les prix publics du barème du titulaire. Ce taux restera inchangé pendant toute la durée de l'accord-cadre.

L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

Le titulaire est tenu d'informer systématiquement l'Université de toute modification à venir de ses tarifs, qui, après accord écrit de l'Université, se substitueront au tarif mentionné dans l'annexe financière. Il transmettra sa demande à l'adresse suivante :

*Université de Poitiers  
Service de la commande publique  
15 rue de l'hôtel Dieu  
TSA 71117  
86073 Poitiers cedex 9*

## Opération promotionnelle

**Le titulaire fera bénéficier l'Université de Poitiers des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle, à condition qu'elles conduisent à des prix inférieurs au prix nets résultant de l'application des conditions du marché. Il s'engage à informer l'Université de ces offres promotionnelles.**

Remise exceptionnelle

**Le titulaire peut effectuer une remise exceptionnelle.**

**Cette remise est appliquée aux prix unitaires du bordereau de prix et l'identifie comme telle sur la facture**

**La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique :** Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 5,000 % l'an.

Lorsqu'un ajustement a été effectué provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante.

## **Article 10 : Modalités de règlement des marchés subséquents**

### 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord cadre 2025F0006 ;
- le numéro du marché subséquent
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014, les demandes de paiement seront dématérialisées et transmises via la solution informatique gratuite et sécurisée Chorus Pro. <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément à l'article 4-1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facturation électronique est exclusive de tout autre moyen de transmission. Le dépôt d'une facture sur Chorus Pro ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

**Eléments utiles pour le dépôt des factures sur CHORUS Pro :**

**Le numéro de SIRET**, qui identifiera l'Université de Poitiers en tant que destinataire de la facture : **198 608 564 00375**

**Le code service du service facturier de l'Université de Poitiers : UNIVPOITIERS**

**Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande : numéro commençant par 45 + 8 chiffres – exemple 4500xxxxxx)**

Les entreprises doivent avoir impérativement le numéro de bon de commande de l'Université, car il s'agit d'un critère bloquant dans CHORUS. Sans le numéro de bon de commande, les fournisseurs ne pourront pas déposer leur facture.

- En cas de cotraitance :
  - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
  - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

**10.3 – Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

**Article 11 : Délais d'exécution et Pénalités applicables aux marchés subséquents**

**11.1 – Délais d'exécution**

Les délais contractuels d'exécution susceptibles d'être sanctionnés sont les suivants :

- le délai de livraison, tel qu'indiqué à l'article 6.2 du présent CCP
- le délai d'installation, tel qu'indiqué à l'article 6.2 du présent CCP
- le délai d'intervention ou de réparation, tel qu'annoncé aux articles 4.2.2 présent CCP.

**11.2 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais contractuels ci-dessus évoqués, l'Université pourra appliquer après la mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times N}{100}$$

P = montant des pénalités

V = valeur de la commande

N = nombre de jours de retard

### 11.3 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Concernant les pénalités pour indisponibilité, les stipulations de l'article 14.2 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

## **Article 12 : Droit d'usage des logiciels**

Lorsque la commande le prévoit, la fourniture des logiciels préinstallés consiste en une concession du droit d'usage non-exclusive. A ce titre, le titulaire fournit à la livraison du matériel les licences d'utilisation des logiciels préinstallés.

Le droit d'usage est concédé pour toute la durée de protection légale des droits d'auteurs ou de leurs ayant-droits.

L'Université devra disposer des dernières mises à jour logicielles existantes.

La concession de droit d'usage prend effet à la date de livraison des dits logiciels.

## **Article 13 : Propriété industrielle et intellectuelle**

Le titulaire garantit l'Université contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériels et des logiciels fournis au titre de l'accord-cadre.

Si l'Université est victime d'un trouble dans la jouissance des matériels ou des logiciels fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

## **Article 14 : Assurances**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 15 : Cession de créance**

Les créances résultant des marchés subséquents pris sur le fondement du présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 et R2191-51 du code de la commande publique.

Conformément au code de la commande publique, en cas de sous-traitance, le montant des prestations qu'il est envisagé de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est déduit du montant du marché subséquent que le titulaire pourra céder ou nantir.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R. 2191-59 à R2191-62 du code de la commande publique est désignée dans l'acte d'engagement.

## **Article 16 : Résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents - Exclusion du titulaire**

### 16.1 Résiliation sans faute (accord cadre)

La résiliation de l'accord-cadre pourra être prononcée sans faute du titulaire :

- pour un motif d'intérêt général.

La résiliation n'ouvrira droit au profit du titulaire à aucune indemnité.

### 16.2 Résiliation pour faute (accord cadre et marchés subséquents)

La résiliation pourra être prononcée pour faute du titulaire dans l'exécution des prestations des marchés subséquents conformément aux articles 38 et suivants CCAG FCS

En outre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre dans les hypothèses où la faute du titulaire rendrait impossible la poursuite des relations contractuelles,

à savoir notamment:

- Non-respect du délai de livraison

- Marchandises non conformes aux normes en vigueur

-Après trois consultations pour lesquels le titulaire n'aurait transmis aucune offre sans justificatif suffisant

## **Article 17 : Droit et Langue**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Poitiers est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 18 : Clauses complémentaires**

Sans objet.

## **Article 19 : Dérogations au C.C.A.G.**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 7 déroge aux articles 27.1 et 28.2 du C.C.A.G-Fournitures courantes et services

L'article 11.1 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services